

« Le FMI et la Banque mondiale veulent promouvoir la “banque de l’ombre” dans les pays du Sud »

Un collectif de 90 économistes internationaux s’élève, dans une tribune au « Monde », contre la stratégie de ces institutions pour privilégier l’investissement privé dans le financement du développement.

Par un collectif d’économistes internationaux Publié le 10 octobre 2018 à 15h28 - Mis à jour le 11 octobre 2018 à 09h20

« Mettre la banque de l’ombre au cœur des politiques de développement risque de déboucher sur un système où les gains sont privés, les pertes socialisées, et l’austérité permanente prolongée ».

Tribune. Le mois dernier, les banquiers centraux et les responsables politiques du monde entier célébraient le dixième anniversaire de la crise financière mondiale et évoquaient les leçons qui en ont été tirées. On s’accordait pour dire que beaucoup a été fait pour réguler les banques et protéger les contribuables des prises de risques inconsidérées, mais que nous n’avons pas fait assez pour réguler la banque de l’ombre (« *shadow banking* »).

Sur ce dernier point, le consensus se fragmente : les banques centrales réclament plus de pouvoirs pour gérer les risques systémiques générés « à l’ombre » du système bancaire, tandis que les politiques s’inquiètent de l’aléa moral induit par les futurs sauvetages des « banques de l’ombre » comparables à Lehman Brothers.

Nous sommes particulièrement inquiets de voir les institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, dont la réunion annuelle se tient à Bali du 9 au 12 octobre, promouvoir activement la poussée des activités de *shadow banking* dans les pays du Sud.

Portée par les programmes comme « Des milliards aux trilliards » ou le nouvel agenda de la Banque mondiale « Maximiser les financements pour doper le développement » (MFD), la nouvelle stratégie pour atteindre les « Objectifs de développement durable » (ODD) de l’ONU vise utiliser le *shadow banking* pour créer des nouvelles « opportunités à investir » dans les infrastructures, l’eau, la santé ou l’éducation dans les pays pauvres, et donc pour attirer les milliers de milliards des investisseurs institutionnels du monde entier.

Recours à la titrisation

Mettre la banque de l’ombre au cœur des politiques de développement ne revient pas uniquement à privatiser les services publics, mais risque aussi de déboucher sur un système où les gains sont privés, les pertes socialisées, et l’austérité permanente prolongée. Plus fondamentalement, cette stratégie vise à réorganiser les marchés financiers des pays pauvres pour mieux attirer les investisseurs mondiaux, une idée profondément troublante qui menace en réalité tout progrès en matière d’ODD. Nous appelons les gouvernements et les organisations internationales réunis au sommet de Bali à prendre du recul et à évaluer scrupuleusement l’impact réel de la stratégie MFD.

Comme l’annonce la « feuille de route de création d’une classe d’actifs dans les infrastructures » adoptées par le G20 sous la présidence argentine en 2018, cette nouvelle stratégie sera testée sur les projets d’infrastructures.

La titrisation, nous l’avons appris de l’effondrement de Lehman Brothers, débouche sur un marché financier opaque

La Banque mondiale compte recourir à la titrisation pour mobiliser la finance privée. Elle veut ainsi regrouper ses propres prêts et ceux des autres banques de développement, et sur cette base

émettre des tranches d'obligations senior et junior et les proposer aux investisseurs institutionnels ayant des appétences différenciées pour le risque. Or la titrisation, nous l'avons appris de l'effondrement de Lehman Brothers, débouche sur un marché financier opaque où règnent de mauvaises incitations, des effets de levier excessifs et une promotion agressive des crédits sous-jacents auprès des clients qui peinent ensuite à les rembourser. Elle génère une interconnexion et une fragilité systémique.

Jusqu'à présent, aucun de ces problèmes n'est abordé dans le cadre de la stratégie MFD. A la place, l'approche dite « en cascade » adoptée par la Banque mondiale demande aux pays pauvres d'utiliser leurs faibles ressources fiscales ou l'aide au développement pour réduire les risques associés aux projets d'investissement retenus, via des subventions ou des garanties publiques.

Dans la mesure où, la Banque mondiale gardera une partie des tranches junior – les plus risquées – dans son bilan, la pression risque d'être forte sur les Etats pauvres pour qu'ils y consacrent leurs ressources, quitte à procéder à des coupes budgétaires dans les politiques sociales.

Développer un cadre analytique

Par ailleurs, la stratégie de la Banque mondiale n'exprime pas uniquement une préférence idéologique pour la fourniture privée des biens publics, elle vise aussi à remodeler les marchés financiers des pays pauvres autour des marchés de capitaux liquides, susceptible d'attirer des investisseurs mondiaux.

La recette proposée pour orchestrer la liquidité des actifs titrisés locaux présuppose la promotion des marchés de l'ombre (les marchés de « Repo » et de dérivés) – ceux-là même qui ont poussé Lehman Brothers à sa perte. Elle limite aussi l'autonomie politique des Etats concernés. Comme le FMI le reconnaît, inviter les pays pauvres à alimenter l'offre globale d'actifs titrisés les rend vulnérables aux cycles financiers mondiaux sur lesquels ils n'ont aucune prise. Les événements récents en Argentine l'ont encore rappelé.

La préférence pour les financements privés n'est une option légitime que lorsqu'elle sert explicitement l'intérêt général

Nous appelons la Banque mondiale à reconnaître que la préférence pour les financements privés ne doit pas être automatique ; ce n'est une option légitime que lorsqu'elle sert explicitement l'intérêt général. Là où c'est le cas, nous demandons au Groupe de la Banque mondiale de développer un cadre analytique pour estimer les coûts des garanties publiques et des subventions implicites.

Dans un souci de transparence et de responsabilité, il s'agit de permettre aux parties prenantes, y compris aux organisations de la société civile et à d'autres acteurs attachés à la défense de l'intérêt général, d'en surveiller étroitement les résultats et le coût pour la dépense publique.

Si le Groupe de la Banque mondiale choisit de titriser les prêts dédiés aux projets de développement, il devrait au préalable s'assurer que les ODD soient à l'abri des risques inhérents à toute activité de « banque de l'ombre ». Mais cela ne sera pas suffisant. Pour protéger la capacité des Etats de mener des politiques de développement et s'assurer que la titrisation promeut réellement le développement durable, il faut également un cadre approprié pour sélectionner des projets en ligne avec les ODD de l'ONU et l'Accord de Paris ainsi qu'un cadre pour gérer dans un souci de prudence la volatilité des flux d'investissements vers les marchés financiers locaux, et enfin un filet de sécurité financier mondial résilient.

Article du Monde : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/10/10/le-fmi-et-la-banque-mondiale-veulent-promouvoir-la-banque-de-l-ombre-dans-les-pays-du-sud_5367409_3232.html